

AAP MSH Bordeaux 2023

L'État face à l'inflation (EFI)

Appel Blanc

Projet porté par :

- [Jean-Philippe Ferreira](#) (Institut Léon Duguit - ILD EA 7439, Université de Bordeaux) et
- [Mattéo Bartolucci](#) (Institut Léon Duguit - ILD EA 7439, Université de Bordeaux)

Résumé du projet :

En tant que phénomène économique, l'inflation entraîne une hausse des prix et la dépréciation de la monnaie. Elle comporte des répercussions considérables sur de nombreuses facettes de l'action publique, comme en attestent les décisions de certaines universités de rallonger les périodes de fermeture des locaux pendant l'hiver ou la fermeture de piscines.

La journée d'études « **L'État face à l'inflation** » se tiendra le **15 septembre 2023** à l'Université de Bordeaux (amphithéâtre Ellul, Pole juridique et judiciaire, place Pey Berland, Bordeaux). Elle a pour objet d'interroger les relations entre inflation économique et action de l'Etat, en croisant les regards de juristes spécialisés en droit administratif, en droit européen et en histoire du droit, ainsi que l'expertise d'économistes.

Mots-clés :

Inflation, droit public, économie, histoire, énergie

Abstract :

As an economic phenomenon, inflation leads to higher prices and depreciation of the currency. It has considerable repercussions on many facets of public action, as shown by the decisions of some universities to extend the closing periods of premises during the winter or to close swimming pools. The study day "The State facing inflation" will be held on 15 September 2023 at the University of Bordeaux (Ellul amphitheatre, Pole juridique et judiciaire, Place Pey Berland, Bordeaux). The aim is to examine the relationship between economic inflation and state action, by combining the views of lawyers specialising in administrative law, European law and legal history, as well as the expertise of economists.

Keywords :

Inflation, public law, economics, history, energy

Activités en cours ou achevées :

Le thème a été présenté par Mattéo Bartolucci à l'occasion d'un webinaire citoyen organisé par les départements DETS et CHANGES de l'université de Bordeaux le mardi 13 décembre 2022 sur le thème « Inflation, on connaît la chanson » (disponible sur la chaîne Youtube du département DETS : <https://www.youtube.com/watch?v=gdWFFgBIWyQ>). Depuis, différentes de financement ont été effectuées et le programme est en cours de finalisation.

Présentation détaillée :

« L'État face à l'inflation » - Journée d'études du 15 septembre 2023, amphithéâtre Ellul (Pole juridique et judiciaire, place Pey Berland, Bordeaux).

Présentation et méthode de la journée d'études

Objet de la journée d'études

L'idée de travailler sur l'inflation vient de l'épisode de la fermeture provisoire de l'Université de Strasbourg qui a décidé de rallonger la période des vacances pour des raisons budgétaires. Cet épisode a entraîné de nombreuses réactions, avant que l'émotion ne retombe. Pourtant, le même phénomène a pu se reproduire dans d'autres universités, dans des proportions diverses, ainsi que dans d'autres services publics. Au même moment, du côté des prestataires privés, il a par exemple été décidé de fermer des piscines ou de ne pas les chauffer.

En parallèle, répondant à une demande du gouvernement tentant d'anticiper les conséquences de l'inflation, le Conseil d'État a rendu un avis relatif aux possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et aux conditions d'application de la théorie de l'imprévision (CE, 15 septembre 2022, n° 405540).

Bref, un phénomène économique puissant – l'inflation, c'est-à-dire la hausse des prix et la dépréciation de la monnaie – semble avoir des répercussions considérables sur de nombreuses facettes de l'action publique. Dans cette optique, les règles du droit public doivent être interrogées à de nombreux titres : sur des points très techniques (avec l'exemple des contrats publics) jusqu'à des points d'ordre plus généraux (par exemple sur la continuité du service public ou encore sur les finances publiques).

Cette journée d'études présente un intérêt d'autant plus conséquent qu'il n'existe pas, à ce jour, d'études d'ensemble s'agissant des liens entre inflation économique et droit public. En réalité, dans la littérature juridique, l'expression même d'« inflation » est corrélée de manière quasi-constante au thème de l'« inflation normative ». En revanche, le terme de « crise » est très présent, bien que soient surtout traitées les questions en lien avec les états d'urgence, et beaucoup moins le thème de la crise économique.

Par conséquent, le regard croisé de juristes spécialisés en droit administratif, en droit européen et histoire du droit, ainsi que l'expertise d'économistes permettra d'étudier l'ensemble des questions soulevées par l'inflation économique et ses incidences sur l'action de l'État.

Méthode et interdisciplinarité du projet

La journée d'études vise à croiser les regards d'universitaires et de professionnels ne relevant pas de la sphère académique, soucieux de confronter les enjeux théoriques à la pratique, à la fois dans une perspective juridique, historique et économique.

Outre des universitaires d'horizons disciplinaires variés : des spécialistes de droit administratif travaillant régulièrement sur l'action de l'État, mais aussi des personnes spécialisées en histoire du droit, en droit de l'Union européenne, et en sciences économiques (cf. programme de la journée d'études).

Outre les deux porteurs de ce projet, Mattéo Bartolucci et Jean-Philippe Ferreira, rattachés à l'Institut Léon Duguit (EA 7439) de l'université de Bordeaux, il a été fait appel à Xavier Prevost, professeur d'histoire du droit à l'université de Bordeaux (IRM – EA 7434) pour la construction de cette journée d'études. Ce dernier s'est en effet intéressé à l'encadrement juridique de l'économie dans une dimension historique (cf. co-direction de l'ouvrage *Le droit face à l'économie sans travail*, Garnier, 2019 ; ainsi que l'article « Le commerce européen dans quelques ouvrages monétaires de juristes français », Presses de l'Université de Toulouse 1 Capitole, 2021). Il a ainsi pris part au projet à la fois sur le plan scientifique, pour une partie des intervenants de la première partie de la journée relative aux éléments de contexte, et sur le plan financier en attribuant 500 euros de sa dotation dédiée de l'Institut universitaire de France.

Organisation et programme de la journée d'études

Organisation de la journée d'études

La journée d'études est programmée le 15 septembre 2023, en amphithéâtre Ellul du Pole juridique et judiciaire de l'université de Bordeaux (place Pey Berland). Elle sera ouverte à l'ensemble des étudiants bordelais intéressés par ces questions, ainsi qu'aux professionnels du droit et de l'énergie.

Une publication des actes est par ailleurs envisagée dans une dynamique de valorisation de la recherche et de la constitution de nouvelles relations avec les institutions et les professionnels, tant au niveau national qu'international.

Programme prévisionnel de la journée d'études

Elle verra tout d'abord intervenir des personnes issues du monde académique. Parmi les intervenants académiques, près de la moitié d'entre eux sont extérieurs à l'université de Bordeaux (Paris, Nantes, Pau), afin d'approfondir les partenariats scientifiques au sein du bassin bordelais mais aussi en dehors. Ce seront ensuite des responsables publics qui interviendront, afin de révéler l'action menée par les collectivités publiques pour faire face à l'inflation. Au nombre des intervenants, figureront le président de l'université de Bordeaux, un membre de la Commission de régulation de l'énergie et le directeur général des services d'une collectivité territoriale.

Impacts attendus de la journée d'études

Cette journée d'étude s'inscrit résolument dans le cadre d'un projet de type « émergence », comportant une dimension exploratoire.

Ce colloque vise à mener une réflexion globale sur l'inflation en droit public. Si ce thème a monopolisé l'attention des spécialistes de droit des contrats administratifs et de finances publiques, il constitue encore aujourd'hui un angle mort de la réflexion de certains chapitres du droit public, notamment en ce qui concerne la continuité de l'action de l'État.

En outre, il permettra de renforcer les liens entre chercheurs relevant de différentes unités de recherche du bassin bordelais : des chercheurs en droit et en économie. Cela permettra d'envisager de nouveaux projets dans le futur, tant les liens entre le droit et l'économie, éclairés par l'histoire, sont féconds. Outre le renforcement des liens institutionnels entre les unités de recherche de l'Université de Bordeaux, il permettra de nouer des liens avec les acteurs de la régulation et les opérateurs économiques, en particulier dans le domaine de l'énergie.

Notices biographiques :

Jean-Philippe Ferreira est professeur de droit public à l'université de Bordeaux. Ses recherches portent principalement sur l'action de l'État et son encadrement par le droit administratif. Il s'intéresse plus particulièrement aux relations entre le droit administratif et les autres sciences.

Plus d'informations :

- CV détaillé (pdf) : <https://www.mshbx.fr/wp-content/uploads/2023/05/cv-jean-philippe-ferreira-2023.pdf>
- <https://univ-droit.fr/universitaires/32770-jean-philippe-ferreira>

Mattéo Bartolucci est maître de conférences en droit public à l'Université de Bordeaux. Membre de l'Institut Léon Duguit (ILD – EA 7439), il travaille principalement en droit administratif général. Plus spécifiquement, il s'intéresse aux mutations contemporaines de l'État.

Plus d'informations :

- CV détaillé (pdf) : <https://www.mshbx.fr/wp-content/uploads/2023/05/cv-matteo-bartolucci-2023.pdf>
- <https://univ-droit.fr/universitaires/37298-matteo-bartolucci>